

DELFI 28.08.2024

Lien vers l'article :

<https://www.delfi.ee/artikkel/120317611/intervjuu-prantsuse-senaator-ukraina-peab-saama-tu-listada-neid-vene-sihtmarke-mida-vaja>

Delfi25 RUS Ärileht Sport Kroonika Naistekas Eesti Päevaleht Maaieht **Telli** Logi sisse | Q ☰

MAAILM 28.08.2024, 04:00

INTERVJUU | Prantsuse senaator: Ukraina peab saama tulistada neid Vene sihtmärke, mida vaja (147)

Kaarel Kressa kaarel.kressa@delfi.ee Toimetas: Jete-Ri Jõesaar jete-ri.joesaar@epl.ee f 📞



Olivier Cadic ütles Prantsuse-Eesti kaubanduskoja asutamisel, et Prantsuse firmasid kutsub Eestisse siinse tehnoloogiasektori tugev kuvand. „Meie tundub, et oleme silatulekuga hilja peale jäänud, ja nüüd on hea meel näha edasiminekut,“ sõnas ta. FOTO: JAANUS LENSMENT | DELFI MEDIA

INTERVIEW | Sénateur français : L'Ukraine doit être autorisée à frapper des cibles russes au besoin

Kaarel Kressa

kaarel.kressa@delfi.ee

Edited by: **Jete-Ri Jõesaar**

jete-ri.joesaar@epl.ee

Traduction en français

Olivier Cadic a déclaré lors de l'inauguration de la Chambre de commerce franco-estonienne que les entreprises françaises sont attirées en Estonie par la brillante image de son secteur technologique. "Il semble que nous ayons tardé à venir ici, et maintenant nous sommes heureux de constater des progrès", a-t-il déclaré. Le sénateur français Olivier Cadic a souligné que, puisque la Russie tire des missiles à longue portée sur l'Ukraine depuis le territoire russe, l'Ukraine doit réagir en

détruisant les sites d'où ces missiles sont lancés. "Je n'ai aucun doute là-dessus", a-t-il déclaré.

Hier, l'inauguration de la Chambre de commerce franco-estonienne a eu lieu à Tallinn, avec des représentants des citoyens français vivant dans la région au sein des deux chambres du Parlement, venus rencontrer les entrepreneurs locaux. Le sénateur Olivier Cadic et le député Vincent Caure ont exprimé l'espoir que la nouvelle chambre porterait les relations commerciales entre les deux pays à un niveau supérieur.

Dans une interview accordée à Delfi, Cadic, sénateur centriste et membre de la commission de la Défense, a souligné que la création de la Chambre de commerce franco-estonienne est une évolution très intéressante, car elle crée des opportunités supplémentaires pour les entreprises des deux pays. "C'est la raison pour laquelle des parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale effectuent cette visite conjointe, ce qui est un événement très rare", a-t-il souligné.

Quels sont les secteurs qui intéressent le plus les investisseurs et exportateurs français, en Estonie et dans la région ?

De grandes entreprises françaises souhaitent étendre leur présence internationale, notamment des sociétés comme le groupe Accor (qui exploite six hôtels à Tallinn, tels que Swissôtel, Mövenpick et Ibis) et la chaîne d'articles de sport Decathlon. Trouver de nouveaux clients à l'étranger fait partie de leur business model.

En Estonie en particulier, le niveau de développement technologique et l'image qui y est associée sont attractifs. Après les cyberattaques de 2007, l'Estonie a fait de la cybersécurité sa marque de fabrique et s'est depuis considérablement développée dans des domaines comme l'identification électronique. Cette image attire également les entreprises françaises à la recherche de partenaires et d'opportunités de développement. Il nous semble que nous avons tardé à venir et nous sommes maintenant heureux de constater des progrès. C'est pourquoi la création de la Chambre de commerce franco-estonienne constitue une évolution si intéressante, car elle crée des opportunités supplémentaires pour les entreprises des deux pays souhaitant opérer l'une chez l'autre. C'est la raison pour laquelle des membres du Sénat et de l'Assemblée nationale effectuent cette visite conjointe, ce qui est un événement très rare.

- - - *Encadré*

Créateur d'une startup avant de se lancer en politique

Le sénateur Olivier Cadic représente les Français résidant à l'étranger à la Chambre haute du Parlement français et réside principalement au Royaume-Uni. Avant de se lancer en politique, il a passé 20 ans dans l'entrepreneuriat informatique et a fondé la startup Info Elec, qui a grandi pour collaborer avec l'industrie de Défense française.

Au Parlement, ses domaines d'expertise sont la cybersécurité, la politique étrangère et de défense et les droits de l'homme. Il est également membre de la commission

sénatoriale de la Défense. Il appartient au groupe Union centriste qui collabore souvent avec l'administration du président Emmanuel Macron.

- - -

Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les Français résidant à l'étranger ? De quoi se plaignent-ils auprès des politiciens ?

Les Français de l'étranger se répartissent en deux catégories. La vie est simple pour ceux qui vivent dans les pays de l'Union européenne : ils ont les mêmes droits que les citoyens du pays d'accueil. La situation est différente en dehors de l'UE. Le premier problème est l'accès à l'éducation en langue française, et le deuxième est la sécurité, notamment en Afrique et en Amérique latine. Ce sont les deux principales préoccupations.

Pourriez-vous commenter la situation politique en France ? Lundi, le président Emmanuel Macron a déclaré que Lucie Castets, la candidate de la coalition de gauche qui a récemment remporté les élections législatives, n'était pas pertinente pour le poste de Premier ministre. Qui pourrait être approprié et comment sortir de l'impasse ?

Qui conviendrait comme Premier ministre ? Oh... Il semble que le Président ait du mal avec cela, et même deux mois après les élections, il n'a pas encore pris de décision. Selon la Constitution française, il nomme le Premier ministre, mais l'Assemblée nationale (la chambre basse du Parlement) peut renverser le gouvernement.

Le problème est désormais que l'Assemblée nationale est divisée en trois camps qui ne peuvent pas coopérer. Outre l'extrême droite, nous avons également l'extrême gauche, qui constitue une partie importante de la coalition de gauche. Et cela risque de nuire à l'image internationale de la France.

Le Président doit trouver un candidat Premier ministre extérieur à son alliance électorale, car il ne dispose plus de majorité. Cela prendra du temps et il n'y a pas encore de solution. La question n'est pas seulement de trouver un Premier ministre, mais de s'assurer que l'Assemblée nationale n'adopte pas une motion de censure à son encontre, une semaine plus tard.

L'idée qu'un isolationniste d'extrême gauche ou de droite puisse arriver au pouvoir en France est inquiétante. Comment peut-on éviter cela ?

Cela peut être évité en convainquant les électeurs de ne pas les soutenir. La montée des extrémistes est en grande partie due à la propagation de la désinformation, également alimentée par des pays étrangers dont les intérêts sont d'alimenter les tensions intérieures. Nous devons apprendre à gérer cela et lutter contre la désinformation.

Les gens recherchent souvent des solutions simples, comme réparer la politique migratoire en renvoyant simplement les migrants – c'est facile à dire. Mais j'habite au Royaume-Uni et je me souviens qu'on a dit la même chose à propos du Brexit : nous

quitterons l'Union européenne et il n'y aura plus de problèmes avec les migrants. Pourtant, leur nombre est aujourd'hui plus élevé que jamais dans l'histoire. Les gens ont besoin d'être éduqués et correctement informés car, aux yeux de l'extrême gauche et de l'extrême droite, l'isolationnisme est la solution à tous les problèmes.

Actuellement, le cas de Pavel Durov, propriétaire de la plateforme Telegram, arrêté à Paris, suscite beaucoup d'attention. Pensez-vous que cette question relève davantage de l'actualité criminelle ou du domaine de l'informatique et des libertés civiles ?

En France, la démocratie est fondée sur la séparation des pouvoirs. Si la justice veut interroger quelqu'un ou si quelqu'un est soupçonné de quelque chose, ni les députés ni M. Macron ne peuvent faire de commentaire. D'après ce que j'ai compris de la procédure, M. Durov aurait refusé de coopérer avec la Police et aurait permis que son entreprise soit utilisée pour le crime organisé. C'est une question qui relève des tribunaux et je n'ai pas d'autres commentaires.

L'Ukraine demande actuellement aux pays occidentaux l'autorisation d'utiliser toutes les armes qu'elle a reçues, y compris les missiles français SCALP, pour frapper des cibles situées au plus profond de la Russie. Quelle est votre position politique à ce sujet ?

Je crois que l'Ukraine est attaquée et qu'elle a besoin d'armes pour se défendre. Il faut les armer. Nous savons que si la Russie gagne en Ukraine et parvient à occuper tout le pays, le prochain problème se posera soit ici, soit en Lituanie ou en Pologne, voire en Roumanie, mais il suivra la même logique : la Russie viendra prétendre que tous ces pays devraient lui appartenir. L'Ukraine doit donc recevoir des armes. Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, l'Ukraine a, par exemple, fait confiance à la Russie en renonçant à ses armes nucléaires. Nous voyons maintenant que la Russie a violé ces accords, n'a pas rempli ses obligations et, pire encore, a profité de l'occasion pour attaquer l'Ukraine.

Je suis favorable à ce que l'Ukraine ait les armes dont elle a besoin pour défendre son pays. La Russie doit commencer à suivre les règles de l'ONU. Ils sont membres du Conseil de sécurité, mais ils attaquent directement un autre pays pour s'emparer de territoires. C'est inacceptable, sinon les prochains problèmes se poseront au sein même de l'Union européenne.

Ainsi, les missiles à longue portée devraient également être utilisés pour frapper des cibles situées au plus profond de la Russie ?

L'objectif est de protéger l'Ukraine de la Russie. La Russie leur tire des missiles à longue portée depuis le territoire russe ; ils ne les lancent pas depuis le sol ukrainien. Si vous êtes attaqué, vous devez essayer de réagir et détruire les endroits d'où viennent les missiles. Je ne vois aucun doute ici, car la Russie utilise son territoire pour attaquer un autre pays.

L'une des conséquences de la guerre est que les armes françaises, comme les obusiers CAESAR et les missiles longue portée SCALP, ont montré leur

efficacité en situation réelle de combat. Quel impact cela a-t-il sur la réputation de l'industrie de défense française ?

Il est véritablement positif que les Ukrainiens soient satisfaits des systèmes d'armes français. Je me souviens que le président Macron a annoncé la livraison des systèmes CAESAR le 22 avril 2022, relativement peu de temps après le début de l'invasion russe. Cela a permis de mettre en valeur l'efficacité de la technologie française et d'envoyer un bon signal. Cela démontre également que l'Europe peut poursuivre sa propre politique de défense.

Ce qui est intéressant à propos de cette guerre, c'est que lorsque le président Macron parlait de capacité de défense européenne en 2017, il lui a été rétorqué que ce n'était pas nécessaire, que l'OTAN suffisait. Aujourd'hui, les gens se rendent compte que l'Europe a effectivement besoin de capacités de défense. Et une industrie européenne de défense est nécessaire.

La France a montré que l'indépendance européenne est importante. L'unité de l'Union européenne inclut nos différences : il n'est pas nécessaire de transformer l'Estonie en France ou vice versa. Mais l'industrie de la défense est précisément le domaine qui contribue à maintenir notre unité.

Enfin, je voudrais vous poser une question sur la Chine, où vous n'êtes pas bien vu (à la suite de déclarations critiques, Cadic est devenu cette année la cible de cyberattaques organisées en provenance de Chine – K. K.). Comment évaluer les relations entre l'Union européenne et la Chine ?

Le problème avec la Chine est que même si son gouvernement est légal, il n'est pas légitime. C'est un gouvernement qui n'a pas le soutien légitime de son peuple. Il s'agit d'une dictature qui compte 1,4 milliard d'habitants et dont le régime promeut également l'anti-démocratie ailleurs. Nous devons définir jusqu'où nous pouvons travailler avec un tel régime. Pouvons-nous accepter ce que nous voyons se produire au Tibet et à Hong Kong ? Pouvons-nous accepter les menaces contre Taiwan ou les jeux de pouvoir en mer de Chine méridionale ? Ce sont de grandes questions.

La Chine est devenue économiquement importante, mais devons-nous continuer à la nourrir ? En ce moment, ils soutiennent des campagnes de désinformation contre nous. Par exemple, lors des Jeux olympiques de Paris, trois de nos quartiers ont été privés d'électricité pendant dix minutes et, immédiatement, quatre millions de comptes TikTok ont commencé à diffuser des messages selon lesquels tout Paris était privé d'électricité.

Nous sommes confrontés à des gouvernements qui tentent de détruire la confiance de nos citoyens dans leur propre gouvernement, car ils craignent que leur propre peuple ne commence à exiger un changement de leadership. Le problème est devenu international, à mesure que la Chine communiste collabore avec la Russie, l'Iran et d'autres régimes antidémocratiques. Cela doit être pris en compte lors de l'élaboration des futures relations de l'Union européenne.

Le député représentant les Français d'Europe du Nord a été élu au Parlement grâce aux votes de Tallinn.

Vincent Caure, qui a également assisté à l'inauguration de la Chambre de commerce franco-estonienne à Tallinn, a obtenu son siège à l'Assemblée nationale en grande partie grâce aux votes décisifs de Tallinn et de Londres.



Siinsete prantslaste hääletega parlamenti valitud Vincent Caure ütles, et kaubanduskoja avamine viib kahe riigi suhted uude etappi.

FOTO: JAANUS LENSMENT | DELFI MEEDIA

Lors des récentes élections législatives françaises, le parti Renaissance du président Emmanuel Macron a globalement enregistré de mauvais résultats. Il a cependant réussi à conserver le siège parlementaire, à la chambre basse, de la circonscription électorale composée de citoyens français vivant au Royaume-Uni, en Irlande et en Europe du Nord. Ce district comprend également les trois États baltes.

En tant que nouveau candidat, Vincent Caure, 31 ans, de Renaissance, a obtenu le soutien des électeurs de cette région. Sa victoire a été largement assurée par les votes de Londres et de Tallinn, tandis qu'ailleurs, le candidat du Parti Vert était plus favorisé.

Au Parlement, Caure représente les Français expatriés de dix pays, allant de l'Islande à l'Estonie. "Ces pays sont très différents, mais tous ces gens sont Français, représentant le mode de vie et la mentalité française. Beaucoup attendent davantage de soutien pour les activités commerciales, et des organisations comme les Chambres de commerce franco-estonienne et franco-baltique sont conçues pour fournir exactement cela", a-t-il déclaré.

Concernant la situation politique en France, Caure a noté que la nomination du Premier ministre relève de l'autorité de Macron et que des consultations sont en cours. "C'est une période importante, qui offre l'opportunité de changer la mentalité des hommes politiques français et de leur apprendre à travailler en coalition. En Estonie et dans de nombreux autres pays, tous les gouvernements s'appuient sur des coalitions, mais nous devons encore l'apprendre", a-t-il déclaré.

Lorsqu'on lui demande ce que Renaissance peut faire pour empêcher les extrémistes de remporter la prochaine élection présidentielle, Caure répond : "La marche de la vie politique française est centrée sur l'élection présidentielle, mais il est encore temps jusqu'en 2027, et beaucoup de choses peuvent se produire d'ici là. Combattre les extrémistes d'extrême droite et d'extrême gauche, c'est former un gouvernement de coalition basé sur des forces qui veulent assurer la stabilité et la croissance économique de la France. La même chose s'applique ailleurs".